

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction des
Finances - Rapport sur le Débat
d'Orientations Budgétaires 2017

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.010

Date de la convocation :
Le 07/02/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 1 MARS 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 13 février 2017

L'an deux mil dix-sept et le 13 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS à Michel MAZUET, Robert CREPIN à Thérèse ROUAZE, André-Luc SEITHER à Françoise THOMEL, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Patrick DULBECCO, Albert CALAMUSO à Marie BENASSAYAG, Michel VIANO à Henri GANNARD, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA, Eric PAUGET à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

L'article L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant à l'article L. 2312-1 prévoit que dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais. Il ne constitue qu'un stade préliminaire à la procédure budgétaire dont il constitue un élément substantiel.

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe) prévoit que le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Président sur les engagements budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette ainsi que la structure et l'évolution des dépenses de personnel.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 est venu préciser le contenu de ce rapport. En ce qui concerne la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ce rapport était déjà établi avec l'exposé de ces différents items.

Le débat d'orientations budgétaires fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Par ailleurs, selon l'article 107 de la loi NOTRe, ce rapport et ses annexes seront transmis aux communes membres de la CASA qui devront le communiquer aux conseillers.

Par ailleurs, ce débat s'accompagne d'obligations complémentaires à savoir :

- la présentation d'un rapport sur la situation en matière de développement durable, présenté préalablement lors de ce conseil conformément au décret n°2010-788 du 12 juillet 2010 pour les communes et EPCI de plus de 50.000 habitants,
- la présentation d'un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, conformément au décret n°2015-761 du 24 juin 2015 pour les Communes et EPCI de plus de 20.000 habitants, qui a déjà été présenté au conseil communautaire de décembre 2016 pour l'année écoulée.

Aussi, il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2017, basé sur le rapport transmis en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2017, basé sur le rapport transmis en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 13 février 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Rapport sur les orientations budgétaires de la CASA 2017

SOMMAIRE

1 Introduction

Contexte économique et politique 2

3 Diagnostic financier et fiscal

4 Les orientations

Les orientations par compétence 5

6 Annexe RH

1. Introduction

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République prévoit l'organisation et la tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Le débat d'orientation budgétaire est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités locales (Art L.2312-1 et L. 52611-36 du CGCT).

Ce débat doit s'appuyer sur une note explicative de synthèse comprenant les informations sur la situation financière de la collectivité, les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement et sur l'évolution envisagée des taux d'imposition.

La loi NOTRe du 7 août 2015 et le décret 2016-841 sont venus compléter et définir le contenu des informations du DOB qui s'appuie sur un rapport joint à une délibération, procédure déjà existante au sein de la CASA.

Aussi, le rapport qui suit présente le contexte économique et politique (I) un diagnostic financier et fiscal de la CASA (II) et les tendances induites par les lois de finances rectificatives 2016 et initiales 2017.

Sur la base de ces éléments, il fixe les orientations (III) qui serviront de base à l'élaboration du budget primitif 2017.

2. Contexte économique et politique

Economique

Source INSEE, OCDE, FMI COErecode

Une année 2017 avec une croissance attendue mais sous monitoring

Les perspectives de croissance 2017 sont globalement au même niveau qu'en 2016 avec une évolution du PIB mondial à 3,1 %, stabilisée à 3,4 % en 2018 mais avec des mouvements hétérogènes selon les économies.

L'année 2016 a été portée par la conjonction de trois composantes favorables : taux d'intérêt historiquement bas, cours du pétrole stable à un niveau bas et parité de change porté par un dollar moyen.

Le centre de gravité de l'économie, suite au rééquilibrage de l'économie chinoise, aura tendance à se déplacer vers les Etats-Unis dont la croissance attendue serait de 2,2 %. Les résultats 2016 ont déjà permis une hausse limitée des taux directeurs et selon les orientations économiques plus protectionnistes attendues, un enrichissement de la parité du dollar est possible.

Cette évolution du taux de change aura un impact sur les encours de dette enregistrés en dollar et sur les flux commerciaux pouvant provoquer des défaillances au niveau des pays émergents. Certains d'entre eux comme la Russie et le Brésil, moteur au sein d'unité géographique importante (Europe de l'Est et Amérique Latine) sortent à peine d'une importante récession.

L'union européenne, une croissance ralentie dépassée par les Etats-Unis

Le niveau de croissance attendue sur la zone euro en 2017 serait de 1,5 % après une croissance 2016 à 1,7 %. L'impact économique du Brexit pèsera sur la croissance globale en termes de parité, de flux commerciaux et d'investissement. De plus, les facteurs démographiques, le retournement des cours du pétrole, les dettes souveraines contribuent également à ce ralentissement.

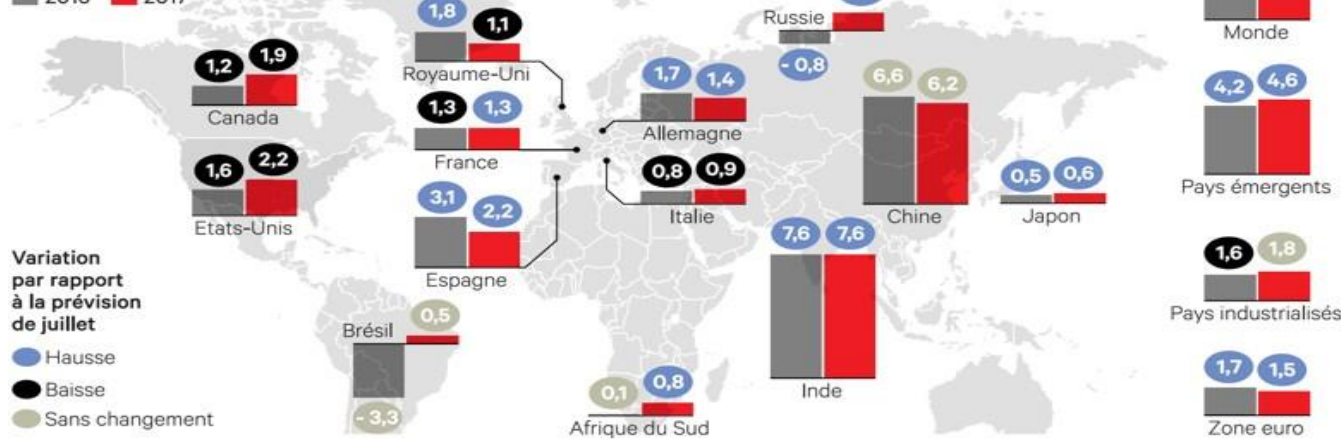
2. Contexte économique et politique

Economique

Les prévisions de croissance du FMI

Variation annuelle du PIB, en %, octobre 2016

■ 2016 ■ 2017



LES ÉCHOS / SOURCE : FMI

L'économie allemande, première économie de la zone euro, qui a renoué avec les excédents budgétaires en 2016 pourrait voir son économie ralentir avec une croissance de 1,4 % contre 1,7 % en 2016.

Les pays marqués par la crise de la dette entre 2008 et 2011 connaissent des croissances disparates. Ainsi la Grèce a renoué avec la croissance en 2016 avec une variation de +0,2 % et attend une croissance de 2,5 % en 2017. L'Italie et le Portugal ont une croissance moyenne de 1 %. L'Espagne connaît depuis deux ans des niveaux de croissance de 3,2 % et devrait connaître un léger recul à 2,2 % en 2017.

En 2016, le taux de chômage au niveau européen est à 8,3 %, en baisse par rapport à 2015 avec des taux extrêmes pour la Grèce avec 23,4 % et la République Tchèque à 3,7 %. L'Allemagne à un taux de 4,1 %. Cette tendance devrait se maintenir.

2. Contexte économique et politique

En 2017, la croissance française sera sensible à la dégradation de l'environnement international

L'économie française a bénéficié de l'effet positif de la baisse du prix de pétrole, vecteur de compétitivité et de pouvoir d'achat ainsi que de taux de change favorable à l'exportation, et au tourisme. Cependant le contexte intérieur lié à la sécurité a pesé sur le secteur touristique et la demande intérieure.

La hausse du cours du pétrole ainsi que le repli de certaines économies avec des mesures protectionnistes en lien avec le Brexit ou la nouvelle politique des Etats-Unis vont peser sur la balance commerciale et sur le volume d'activité.

La croissance de l'année 2016 devrait s'établir à 1,2 % et les organismes comme le FMI ou l'OCDE tablent sur une croissance 2017 de 1,3 % alors que les lois de finances rectificative 2016 et initiale 2017 tablent sur une croissance de 1,5 %.

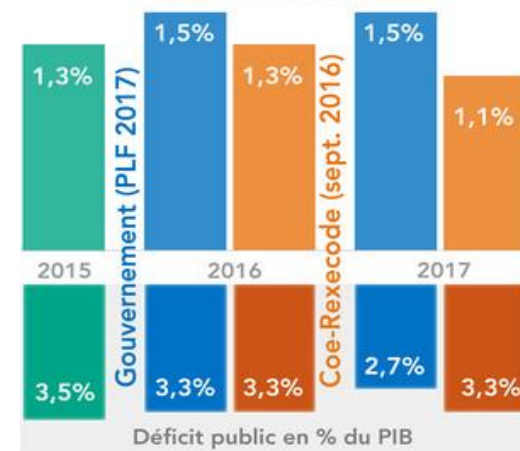
Les perspectives de déficit sont établies à 3,4 % pour 2016 et 2,7 % pour 2017. Cependant ces hypothèses semblent optimistes.

L'endettement atteint le niveau historique de 97,6 % du PIB soit 2,160 Mds, soit 31,7 points de plus qu'il y a 10 ans.

Après avoir connu un plus haut historique en février 2016 avec un nombre de chômeurs toute catégorie de 3,59 Millions. Sur l'année 2016, une baisse de 3 % est constatée. C'est essentiellement lié au développement de formations professionnelles, supprimant de la comptabilisation les chômeurs de catégorie A (sans aucune activité).

Le taux de chômage après avoir connu un taux de 10,6 % est à 10 % mais reste au dessus de la moyenne européenne de 8,3 % bien que comptabilisant les taux de pays avec un taux supérieur à 20%.

France - Croissance du PIB en volume
Variation annuelle en %



La dette publique

Évolution trimestrielle depuis 2006
En pourcentage du PIB



2. Contexte économique et politique

Politique

La loi de Finances 2017 s'inscrit dans la loi de programmation 2014-2019 et de fait marque un nouvel effort demandé aux finances des collectivités locales.

- ↳ Baisse de dotations, avec un effort diminué de moitié pour le bloc communal
- ↳ Renforcement de la péréquation



La réforme de la DGF dont l'architecture a été votée dans la loi de finances initiale 2016 pour une application en 2017 a été reportée et pourrait être examinée dans le cadre d'une future loi de financement spécifique aux collectivités territoriales.

Le cadrage d'évolution des dépenses publiques est plus contraignant avec une évolution globale moyenne de 2% avec pour le bloc communal une hausse de 2,1 % dont 1,3 % pour les dépenses de fonctionnement à périmètre constant mais comprenant les évolutions de péréquation.

L'évolution des transferts financiers de l'Etat aux collectivités est en baisse de 0,6 % par rapport à 2016. Le montant de la DGF est de 30,86 Mds € en 2017 contre 33,22 Mds en 2016. Pour mémoire, cette enveloppe était de 41,5 Mds en 2013.

2. Contexte économique et politique

Politique

➤ La Réduction des dépenses publiques

La minoration de DGF au titre du redressement des comptes publics s'élève à 2,63 milliards d'euros

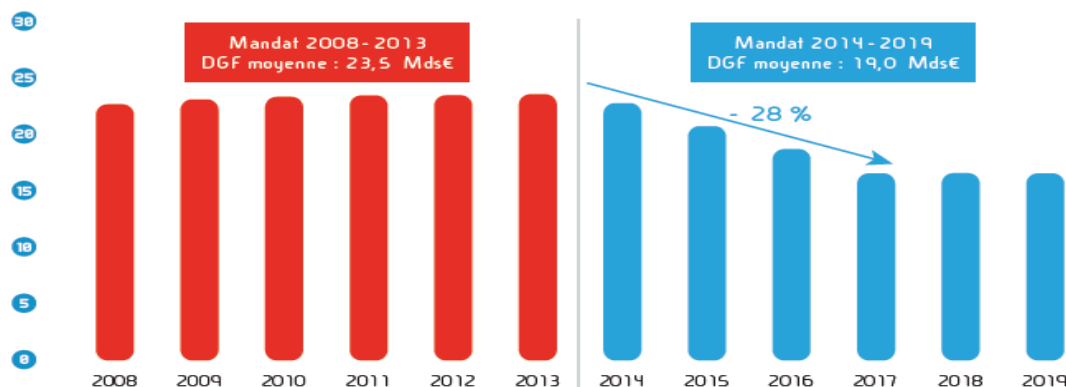
L'effort se répartit de la façon suivante:

- 725 M€ pour les communes
- 310,5 M€ pour les EPCI à fiscalité propre
- 1.148 M€ pour les départements
- 451 M€ pour les régions

Pour évaluer cette contribution, les recettes réelles de fonctionnement intègrent les recettes des budgets annexes des services publics administratifs

Le coefficient de mutualisation introduit par la loi MAPTAM est supprimé dans le calcul de répartition de la DGF

Dotation globale de fonctionnement du bloc communal
(en milliards d'euros courants)



Mais les efforts pesant sur les collectivités ne s'achèveront pas en 2017, ils seront poursuivis.

2. Contexte économique et politique

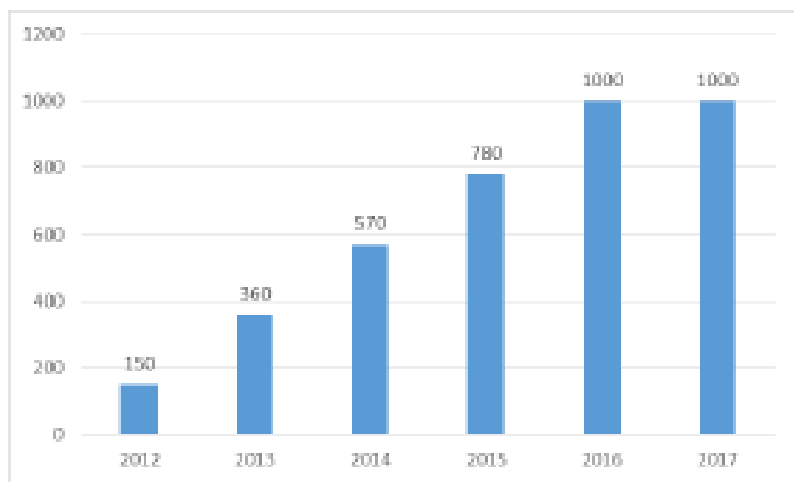
➤ La Hausse des péréquations

Péréquation horizontale: Stabilisation de la contribution

Le montant du FPIC pour 2017 est fixé à 1 milliard € comme en 2016.

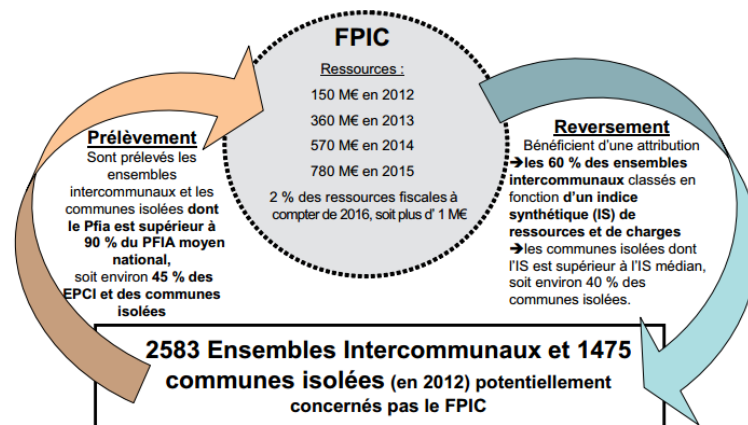
L'objectif de 2 % des ressources fiscales du bloc communal est repoussé compte tenu des variations attendues par les modifications de la carte intercommunale qui nécessiteront des ajustements.

Source BPCE



En millions d'euros

Le FPIC

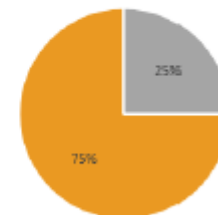


RAPPEL

Contributeurs

- Communes isolées et ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant (PFIA) > 90% du PFIA moyen par habitant
- Montant du prélèvement = indice synthétique x population DGF x valeur du point

Indice synthétique



■ Revenu/hab. ■ PFIA

2. Contexte économique et politique

➤ Mesures fiscales et autres

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives,

Le taux retenu en 2016 est de 0,4 %, Il était de 1% en 2016. La revalorisation sera effectuée sur l'inflation constatée et non sur la prévision d'inflation.

Modulation de la surtaxe des résidences secondaires

Les communes situées en zone immobilière tendue peuvent majorer la taxe d'habitation des résidences secondaires selon une modulation de 5 à 60 % contre 20% en 2016.

Entrée en vigueur de la réforme des valeurs locatives des locaux commerciaux

Les nouvelles valeurs locatives des locaux professionnels seront intégrées dans les rôles 2017, avec un lissage sur 10 ans. Une procédure de rectification des tarifs lorsque ceux-ci sont manifestement erronés est mise en place avec la commission départementale des impôts directs.

Soutien à l'investissement public local

Le fonds de soutien à l'investissement public local est doté d'une enveloppe de 1,2 Mds dont 600 M€ pour le soutien à l'investissement local avec 450 M€ pour des communes et EPCI (rénovation thermique, transition énergétique, développement d'infrastructures en faveur de la mobilité, développement du numérique, réalisation d'équipements publics) et une enveloppe dédiée au développement des territoires ruraux de 600 M€ (384 M€ pour la DETR).

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Faits marquants 2008-2014

En investissement

Sur la précédente mandature, le programme d'équipement s'est élevé à 236 M€ soit 5 fois le programme de la période 2002-2008.

Ce programme se composait :

- de constructions et d'équipements structurants à hauteur de 146 M€ (Startéo, Nautipolis, Théâtre Anthéa, Médiathèque de Villeneuve-Loubet, Médiathèque de Biot, Pôle Image de Roquefort, Business pôle, déchetteries, dépôts de bus)
- d'aides aux bailleurs pour 63 M€
- de fonds de concours pour 25 M€

Ce programme a été financé à 47,5 % par de l'emprunt (112 M€) provoquant une hausse de l'annuité.

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Faits marquants 2015-2016

En investissement

Le maillage d'équipements communautaires à caractère socio-culturel s'est achevé en 2014.

Sur la période 2015-2016, les principaux investissements étaient liés à la mobilité avec la mise en service du pôle d'échange d'Antibes (12 M€) et la mise en chantier de deux sections de travaux pour le Bus à Haut Niveau service (15 M€).

Durant la même période, la Casa a poursuivi ses efforts en matière de logement avec le soutien aux bailleurs dans le cadre du Plan Local de l'Habitat mais a également pris la délégation d'aide à la pierre, géré auparavant par l'Etat, (15 M€/an).

Pour les fonds de concours, ils ont été élargis à d'autres thématiques comme la lutte contre les inondations et l'exemplarité énergétique et un fonds de concours dédié à l'accessibilité aux zones économiques a été initié en lien avec les orientations du SCOT.

La CASA est signataire du schéma départemental d'Aménagement numérique permettant le déploiement de la fibre (2,6 M€ sur 6 ans).

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Faits marquants 2015-2016

En investissement

En raison de la fin du programme de construction de bâtiments communautaires et des contractualisations passées, la part de subvention perçue par la CASA a diminué.

en M€	2013	2014	2015	2016
subvention investissement	6,20	12,40	5,60	3,50
pour mémoire dépenses d'équipement	69,70	31,30	42,20	21,60

Sur la période 2015-2016, le financement par autofinancement a été privilégié notamment pour les travaux du BHNS.

En 2016, une nouvelle contractualisation avec la Région pour la période 2016-2019 a été signée avec un cofinancement attendu de 14,5 M€.

Les amortissements du fait de l'effort d'équipement passé représente en moyenne 12,5 M€.

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Faits marquants 2008-2014

En Fonctionnement

Le précédent mandat a été également touché par la modification des recettes de la CASA :

- avec la réforme-suppression de la taxe professionnelle
- la modification des barèmes de cotisation minimum
- la stabilité de la fiscalité voire une baisse pour la TEOM
- le maintien d'une politique tarifaire très attractive

En fonctionnement, les dépenses ont été impactées par :

- des hausses successives de TVA
- la mise en place de péréquation verticale et horizontale
- l'ouverture de nouveaux équipements
- des transferts de compétence

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Faits marquants 2015-2016

En Fonctionnement

- Prise en charge de nouvelles compétences avec la politique de la ville et le schéma d'aménagement numérique
- Création du service du PLIE
- Renouvellement du bail des Genêts avec une franchise générant une économie de 600 k€
- Renouvellement des marchés de transport avec l'intégration de la ligne 100 gérée en régie dans le marché de prestations
- Renouvellement des marchés de collecte des OM avec une optimisation des tournées et un développement de services
- Renforcement de la solidarité communautaire avec une DSC portée à 6 M€
- Aides aux communes et aux entreprises touchées par les intempéries d'octobre 2015
- Début de la mutualisation sur certains postes : Communication, DGS, DGA Vie sociale et culturelle

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Faits marquants 2015-2016

En recettes de Fonctionnement

Les taux de fiscalité restant stables, seules les variations sur les bases ont eu une incidence sur les recettes.

La baisse des dotations commencées en 2014 et la hausse de la péréquation ont induit une perte de recette cumulée de 12,4 M€ entre 2014 et 2016.

L'indemnité perçue suite aux contentieux a permis de limiter l'effet de la baisse et de maintenir voire de renforcer la solidarité vers les communes mais il s'agit d'un effet ponctuel.

Sur les recettes des services, la mise en place du prépaiement au niveau des déchetteries permet une stabilisation des recettes perçues et limite les impayés.

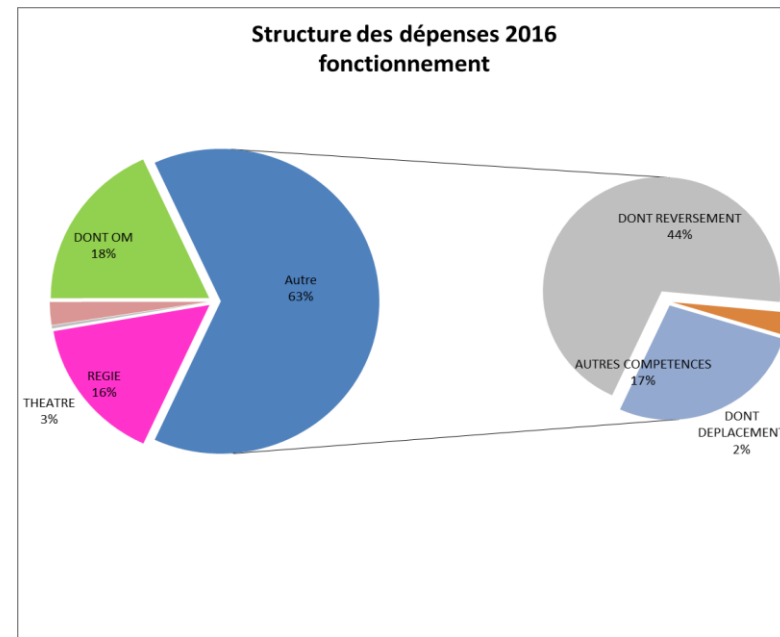
Pour le théâtre, la hausse de la fréquentation induit une hausse des recettes de billetteries (passage de 11.000 à 13.000 abonnés)

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Présentation budget (CA prévisionnel)

Fonctionnement sur les 3 derniers exercices

BUDGET	2014	2015	2016	variation 15/16
PRINCIPAL	158 356 537,00	162 019 202,00	160 398 578,02	-1,00%
DONT OM	37 026 500,00	36 502 483,00	35 597 804,00	-2,48%
DONT REVERSEMENT	84 550 965,00	85 842 798,00	86 901 971,00	1,23%
DONT DEPLACEMENT	3 430 516,00	4 856 711,36	4 052 371,57	-16,56%
AUTRES COMPETENCES	33 348 556,00	34 817 209,64	33 846 431,45	-2,79%
TRANSPORT	-	-	-	-
REGIE	27 709 152,00	29 231 275,00	30 158 168,46	3,17%
PEPINIERES	685 860,00	760 925,00	608 607,11	-20,02%
THEATRE	2 566 565,00	4 464 236,00	4 750 548,20	6,41%
sous- total	189 318 114,00	196 475 638,00	195 915 901,79	-0,28%



- Le budget principal représente 81 % du volume budgétaire de la CASA. Les reversements à l'Etat et aux communes représentent 44 % du budget consolidé.
Les compétences opérationnelles représentent 18 % pour les déchets, 16 % pour les transports, 17 % pour les autres compétences et 3 % pour le théâtre.

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Charges de fonctionnement

• La typologie de la structure des charges varient selon le budget.

• Par la typologie du financement :

• Le budget des OM qui représente 22 % du budget principal consacre 14,3 M€ au traitement des ordures ménagères en baisse par rapport à 2015 en raison du coût de traitement des intempéries et 6,6 M€ pour les marchés de collecte (hors charges de personnel), soit 59 % de son budget et 44 % sont consacrés aux charges de personnel.

• Le budget de la régie consacre 21,3 M€ pour les marchés de transports soit 71% de son budget de fonctionnement 6,4% sont consacrés aux charges de personnel, les chauffeurs de la régie ayant été transférés.

• Le budget général (hors OM) est marqué par les reversements en direction des communes auxquels s'ajoute le reversement de fiscalité lié à la réforme de la TP (FNGIR), ce qui représente 54% de son budget.

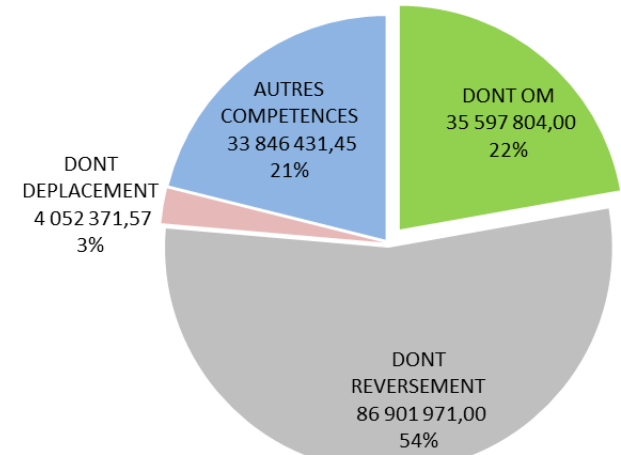
• Par la typologie de l'activité :

Les pépinières d'entreprises sur Châteauneuf et Valbonne représentent 0,61 M€ de budget comprenant les charges d'exploitation lié au bâtiment et une partie de l'animation. 60 % de leur budget est financé par les loyers payés par les hébergés.

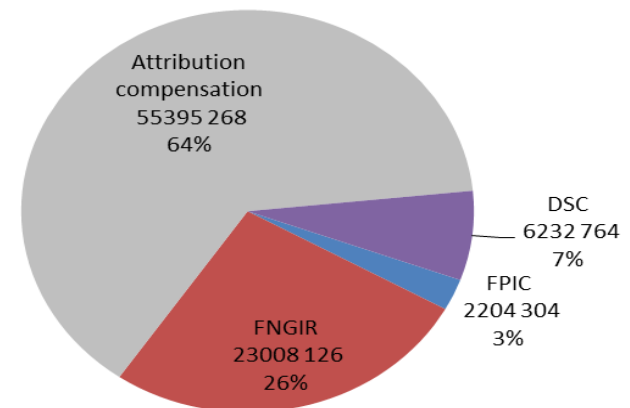
Le Théâtre communautaire d'Antibes représente un budget de 4,75 M€ dont 80 % sont consacrés aux dépenses artistiques liées aux acquisitions de spectacles, la communication et à l'animation du théâtre.

Ce budget est financé par les recettes de billetteries , de brasserie et de locations de salles qui couvrent 63 % du fonctionnement mais également par une subvention de la CASA.

structure du budget général



Composition des reversements



3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Charges de fonctionnement

Du fait de la baisse cumulée des dotations et d'une relative stagnation des recettes, l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement s'est accrue.

Les nouveaux marchés ont été optimisés ainsi que les contrats en cours de renouvellement renégociés.

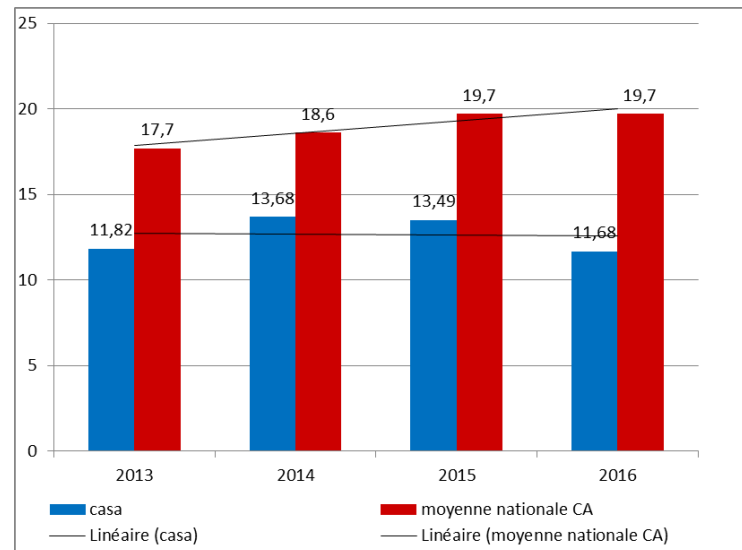
Sur les dépenses de fonctionnement, l'évolution du montant exécuté entre 2015 et 2016 sur l'ensemble des budgets est de -560 k€ soit une diminution de 0,28 % alors que les années précédentes la hausse avait été de 3 à 4 % en moyenne.

La baisse est surtout constatée sur le budget principal malgré la hausse des prélèvements (+ 1,1 M€), la hausse des charges générales (+0,7 M€), elle porte sur les postes suivants :

- 500 k€ sur les dépenses de personnel (impact en année pleine du transfert des conducteurs)
- 1800 k€ sur les charges de gestion courantes dont -900 k€ liés aux intempéries et -900 k€ liés aux dépenses de traitements

- Les frais financiers ont également baissé de 200 k€

Les charges de personnel représentent 11,7 % des dépenses de fonctionnement du budget consolidé (hors flux interne), soit 8 points de moins que le ratio moyen des communautés d'agglomération de 19,7% (source DGCL- Finances 2015)

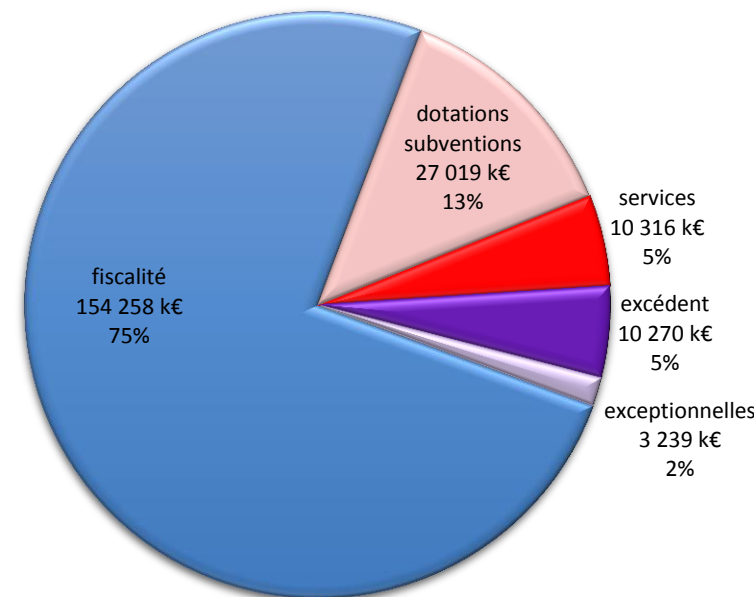


3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Recettes de fonctionnement

- Les recettes de fonctionnement sont regroupées en trois catégories: les recettes fiscales, les dotations et les recettes liées aux activités (subventions et produits du domaine).
- Les recettes fiscales représentent 75 % des recettes réelles du budget consolidé et sont composées :
 - ✓ Pour le budget général hors OM et transport, du panier fiscal issu de la réforme de la TP représentant un montant de 63,11 M€ (net de la péréquation de 23M€) en 2016 contre 61,05 M€ en 2015 malgré la revalorisation des bases en raison de la baisse de la CVAE et de la pondération de l'occupation des locaux.
 - ✓ Pour les OM, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères , qui doit permettre l'équilibre financier de la compétence collecte et traitement des ordures ménagères. Le montant s'élève à 37,1 M€ en 2016 en raison de l'effet du foncier sans lien avec l'occupation.
 - ✓ Pour le transport, du versement transport, qui doit couvrir le financement des transports sur le territoire d'agglomération. Depuis 2009, son taux est à 1.5% afin de financer une partie des travaux du BHNS. Le montant collecté est de 28,9 M€ stable en raison de la hausse du niveau d'assujetissement.

Structure des recettes en budget consolidé



3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Recettes de fonctionnement

Les impôts ménages et impôts dits économiques sont les suivants:

- ✓ **le taux de la taxe d'habitation communautaire** (ancienne part départementale de TH) reste à **7.96 %**
- ✓ **le taux de la taxe sur le foncier non bâti** communautaire reste à **0.877 %**
- ✓ **le taux de la taxe sur le foncier bâti communautaire** reste à **0 %**
- ✓ **le taux communautaire de cotisation foncière des entreprises 2014** reste à **25.27%** avec un lissage jusqu'en 2017

Les recettes fiscales liées aux compétences:

- ✓ **Le taux de TEOM** est de **9.50 %**
- ✓ **Le taux de VT** reste à **1.5%**
- ✓ Sur les autres impôts et taxes perçus en 2016 (CVAE, TaFNB, IFR, TASCOM), la CASA n'a pas la possibilité de modifier les taux ou les tarifs. Ils sont fixés au niveau national.

Fiscalité 2016 en %	CFE	TH	FB
CA Sophia Antipolis	25,27	7,96	0
Métropole Aix-marseille	31,02	11,69	2,59
CA Var Estérel	26,9	8,97	1,59
CA Pays de Lérins	28,65	so	so
Métropole Nice Côte d'Azur	28,88	8,13	0
CA Pays de Grasse	29,22	8,17	0,1
CA Toulon Provence	35,89	10,11	4

Sur la période 2010-2016, les taux CASA sont restés stables

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Recettes de fonctionnement

Les dotations et subventions

Les dotations et subventions représentent moins de 13 % des recettes du budget consolidé avec près de 27 M€.

La principale composante est la dotation globale de fonctionnement qui s'élève à 20,8 M€ contre 22,9 M€ en 2015.

Elles se composent de :

- ✓ La dotation globale de fonctionnement (DGF) qui est en baisse de 1,6 M€ supplémentaire par rapport à 2015, soit 0,9 M€ perçus.
- ✓ La dotation de compensation qui s'élève à 19,7 M€ en 2016 et tend à diminuer (-0,4 k€ entre chaque exercice).

L'effort de redressement des comptes publics qui prévoit un prélèvement sur la dotation intercommunalité induit une quasi disparition de la dotation intercommunalité dont le niveau descend à 4,2 €/habitants en 2016 après prélèvement contre 27,5 €/habitant avant.

Les recettes liées aux activités (10,3M€)

Ces recettes regroupent les produits issus de la billetterie de la régie de transport et du théâtre communautaire, des locations de salles et des droits d'entrée des déchetteries, les loyers des pépinières. L'accroissement de l'activité du théâtre génère des recettes à hauteur de 2,1 M€.

Sont comptabilisées dans cet item, les recettes liées à la participation par les services opérationnels (transports et ordures ménagères) aux charges des directions supports.

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Le partenariat avec les communes

Le pacte financier qui lie la CASA aux communes membres a pour objectif de concilier la réalisation du projet de territoire tout en préservant la situation financière des communes et de la Casa.

Ce pacte s'articule autour des principes de solidarité et d'assistance et s'appuie sur deux types de versements :

La CASA a choisi de mettre en place la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) dès sa création depuis 2002 et l'a conservé après l'instauration des fonds de concours en 2004.

- ✓ La DSC est maintenant obligatoire suite à la loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale, les critères ont par ailleurs étaient précisés dans cette loi et la loi Notre.

Elle a pour vocation de redistribuer aux communes des sommes non affectées à l'exercice des compétences, dans un souci de réduction des écarts de richesse et dans une logique d'intéressement au développement économique.

En 2016, l'enveloppe de 6 M€ a été reconduite et a été ajustée afin de lisser des phénomènes ponctuels.

- ✓ Les Fonds de Concours sont des participations financières versées par la CASA aux communes sur des thématiques ciblées et affectées au financement d'équipements communaux.

Ce versement instauré depuis 2014 est d'un montant 5 M€ reversé annuellement (hors fonds concours spécifique de type PAPI).

Cette enveloppe a vocation être reconduite, désormais sur un périmètre d'intervention élargi, intégrant des critères environnementaux.

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Présentation budget (CA prévisionnel)

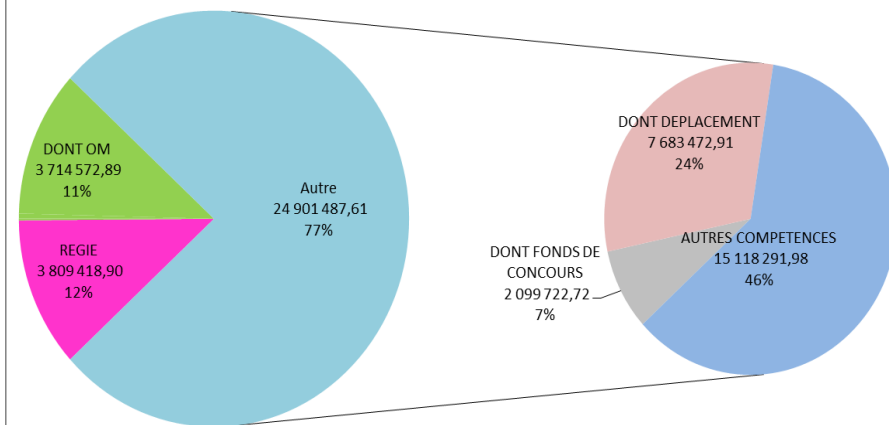
Investissement sur les 3 derniers exercices

BUDGET	2014	2015	2016
PRINCIPAL	53 742 172,00	34 392 732,00	28 616 060,50
<i>DONT OM</i>	<i>2 970 757,00</i>	<i>2 347 200,00</i>	<i>3 714 572,89</i>
<i>DONT FONDS DE CONCOURS VERSES</i>	<i>1 920 318,00</i>	<i>1 981 821,00</i>	<i>2 099 722,72</i>
<i>DONT DEPLACEMENT</i>	<i>4 635 968,00</i>	<i>9 873 191,00</i>	<i>7 683 472,91</i>
<i>AUTRES COMPETENCES</i>	<i>44 215 129,00</i>	<i>20 190 520,00</i>	<i>15 118 291,98</i>
TRANSPORT	-	-	-
REGIE	3 839 510,00	4 994 107,00	3 809 418,90
PEPINIERES	171 927,00	67 964,00	44 667,00
THEATRE	258 851,00	1 710,00	126 874,10
sous-total	58 012 460,00	73 849 245,00	32 597 020,50

* Année 2016 ne tient pas compte des reports sur 2017 de 15 M€

- Le mandat 2008-2014 a été marqué par un effort d'investissement important, principalement sur le budget principal.
- La « baisse » du budget en investissement s'explique par la livraison des équipements structurants sur la période 2013-2014. Le budget déplacement supportant le BHNS affiche des dépenses de plus de 7,5 M€ hors report. Les dépenses liées à la Régie restent au niveau de 2014.

Structure des dépenses Investissement 2016



3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Dette

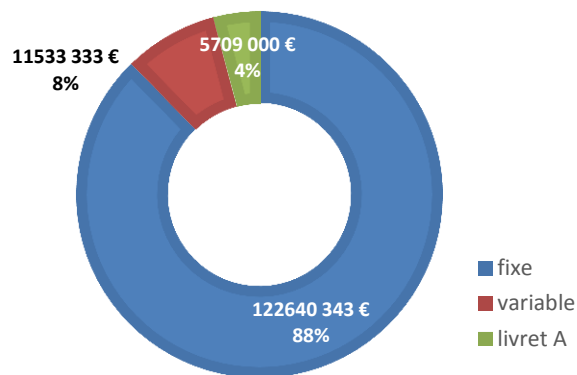
Diagnostic :

La construction de nombreux équipements structurants ainsi que le renforcement des compétences métiers comme les ordures ménagères et le transport ont induit un programme d'investissement de près de 320 M€ entre 2007 et 2016 à raison de près de 32 M€/an sur les quatre dernières années.

La CASA a eu recours à l'emprunt à partir de 2007. La dette est donc jeune et non issue de transfert depuis les communes.

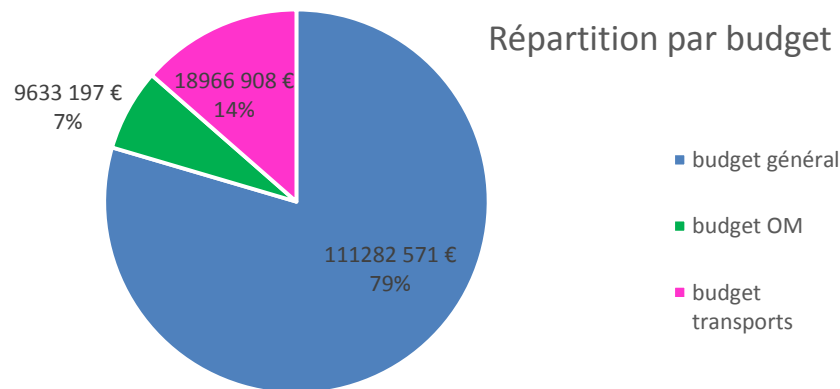
Le choix de la CASA a été de **privilégier la prévisibilité de la dette en ne contractualisant que des emprunts à taux fixe (88 % de la dette) ou des taux variables sécurisés (Euribor) ou à des taux administrés** (4% de la dette indexée sur le livret A, pour des acquisitions foncières Habitat).

STRUCTURE DE L'ENCOURS



	2012	2013	2014	2015	2016
dépenses investissement	50 576	69 734	31 334	42 186	21 582
emprunt encaissé	46 715	34 785	5 000	12 000	8 000
taux de couverture par emprunt	92%	50%	16%	28%	37%

Répartition par budget



Taux moyen de la dette : 3,81 %
En cours de la dette : 139,88 M€
Capacité de désendettement fin 2016 : 11,8 ans
Durée moyenne des emprunts : 12,7 ans

3. Diagnostic fiscal et financier de la CASA

Les enjeux

Les enjeux de ce diagnostic financier et budgétaire sont pour l'année 2016 et les années à venir :

- **un budget de fonctionnement maîtrisé** en limitant la progression des charges à hauteur de l'inflation à périmètre constant pour préserver l'autofinancement malgré l'impact des baisses de recettes
- **une pression fiscale maintenue à un niveau compétitif** malgré la volatilité des textes en matière fiscale et aux calculs de péréquation
- **une solidarité communautaire préservée** vis-à-vis des communes tant en fonctionnement qu'en investissement
- **une anticipation du besoin de financement avec un endettement mesuré avec une contractualisation sans risque** sur les taux et une recherche d'optimisation de la dette contractée
- **un maintien de l'équilibre** des budgets des compétences opérationnelles ordures ménagères et transports
- **une recherche de recettes accrue notamment en valorisant le patrimoine et les activités de la CASA et en mobilisant des partenariats**

4. Les orientations

Depuis plusieurs années, la CASA est confrontée à la baisse des dotations versées par l'Etat, à la hausse des prélèvements mais maintient sa solidarité communautaire à un niveau élevé et poursuit ses efforts en matière de développement économique et d'amélioration du cadre de vie.

Dans ce contexte de plus en plus contraint, elle s'oriente vers :

- une fiscalité aux taux inchangés parmi les plus bas de la Région
- le maintien de ses efforts de solidarité vers les communes
- la maîtrise de ses charges de fonctionnement, notamment en termes de charges de personnel et de fonctionnement courant notamment avec le processus de mutualisation
- un programme d'investissement centré sur compétences prioritaires (développement économique, solidarité, aménagement, services de proximité)

4. Les orientations

• L'accumulation des contraintes

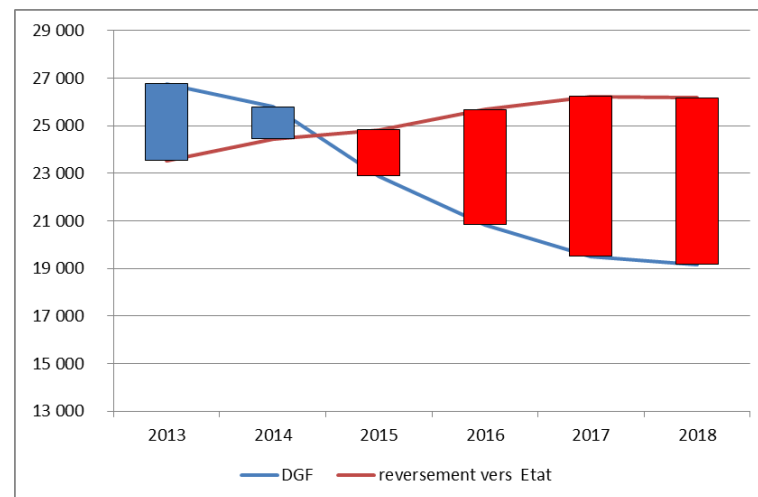
La CASA comme l'ensemble des collectivités est frappée par la baisse des dotations et l'augmentation de la péréquation. Le coût entre 2014 et 2016 est estimé à une perte cumulée de 20,6 M€.

La hausse du produit de la fiscalité ne permet pas à terme de combler la perte constatée.

En 2017, la dotation d'intercommunalité sera réduite à 160 k€ soit moins de 1€/habitant.

La réforme de la DGF a été repoussée à 2018 avec une possible loi de financement propre aux collectivités.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation intercommunalité	5 972	5 897	5 608	5 557	5 560	5 562
prélèvement	-	-	671	-	4 405	-
Dotation compensation	20 795	20 569	20 120	19 731	19 348	19 010
DGF	26 767	25 795	22 877	20 838	19 503	19 167
fngir	23 008	23 008	23 008	23 008	23 008	23 008
fpic	514	978	1 345	2 204	2 768	2 704
autres prélèvements exo auto entrepreneurs	-	459	459	459	459	459
reversement vers Etat	23 522	24 445	24 812	25 671	26 235	26 171
Solde	✓ 3 245	✓ 1 350	✗- 1 935	✗- 4 833	✗- 6 732	✗- 7 004
modification base mini	✓ -	✗- 2 500	✗- 2 500	✗- 2 500	✗- 2 500	✗- 2 500
solde net	✓ 3 245	! 1 150	✗- 4 435	✗- 7 333	✗- 9 232	✗- 9 504



4. Les orientations

1. LA FISCALITE- Orientations

- Suite à la réforme de la fiscalité locale, la CASA a la possibilité de voter les taux de la Cotisation foncière, de la Taxe d'habitation et du Foncier non bâti.
- Par ailleurs, la CASA vote les taux de deux produits liés aux compétences collecte des déchets et transports urbains à savoir la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères (TEOM) et le taux de versement transport.

Il n'y aura pas d'augmentation des taux de fiscalité

- Le taux de la Cotisation foncière voté reste de 25.27 %
- Le taux de la Taxe d'Habitation reste de 7,96 %
- Le taux de la Taxe sur le foncier non bâti reste de 0,877 %
- Le taux de la Taxe sur le foncier bâti reste à 0 %

Pour ces trois taxes, la revalorisation proposée dans la loi de finances 2017 est de 0,4 %.

- Le taux de versement transport est maintenu à 1,5 % afin de financer une partie des travaux du BHNS
- La taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères reste à 9,5 %

4. Les orientations

1. LA FISCALITE - Perspectives

L'évolution de la fiscalité est très fluctuante en fonction des ajustements législatifs apportés chaque année. Ainsi l'année 2014 a été marquée par la mise en place de la contribution au redressement des comptes publics et une modification de l'assiette fiscale avec la modification de la cotisation minimum.

	2014	2015	2016	moyenne 2014-2016	2017
VARIATION CFE (COTI MINI et REEVALUATION)	-2614	2214	2771	771	712
variation cvae	-409	1576	-446	564	1536
variation totale	-3023	3791	2324	1335	2248
variation DGF	-973	-2917	-2139	-2010	-1200
solde	-3996	874	185	-979	1048

- Les années 2015 et 2016 ont été marquées par la conclusion du contentieux sur l'évaluation des valeurs locatives de certains locaux de types tertiaires. Cependant, la réévaluation des bases de la CASA liée à la cotisation foncière donc à l'occupation des locaux a été limitée avec un impact de +2,7 M€. Cette variation permet de limiter l'effet annuel de la baisse de la dotation.
- Aussi , les perspectives en matière de fiscalité » pour 2017 se limitent à une variation de 2 % comprenant la variation votée dans la loi de finances 2017 et une variation dynamique.
- L'entrée en vigueur de la nouvelle valorisation des locaux commerciaux par tarifs selon des secteurs ne permet de faire des simulations à long terme, seule une garantie de produit au niveau de 2016 est prévue.

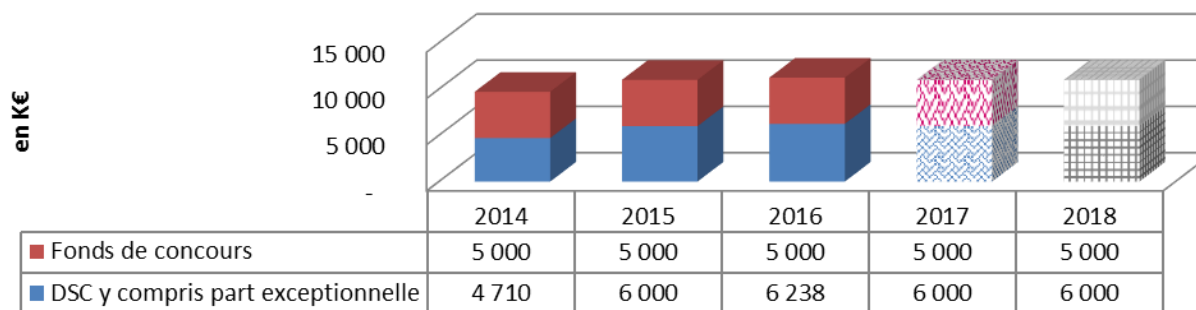
4. Les orientations

2. La poursuite de la solidarité communautaire- Orientations

Bien que le contexte soit tendu, la CASA souhaite poursuivre son action d'accompagnement auprès des communes membres en maintenant sa solidarité communautaire qui passe par différents moyens dont :

- La **Dotation de solidarité communautaire proposée à une enveloppe de 6 M€**, redistribués entre toutes les communes. Ce reversement est maintenant obligatoire pour les communes signataires d'un contrat de ville mais il est maintenu sur l'ensemble du périmètre de la CASA.
- Les **fonds de concours dont l'enveloppe reste à 5 M€** accessibles à toutes les communes et couvrent de nombreuses thématiques dont le développement économique à partir de 2016.

DSC et Fonds de concours



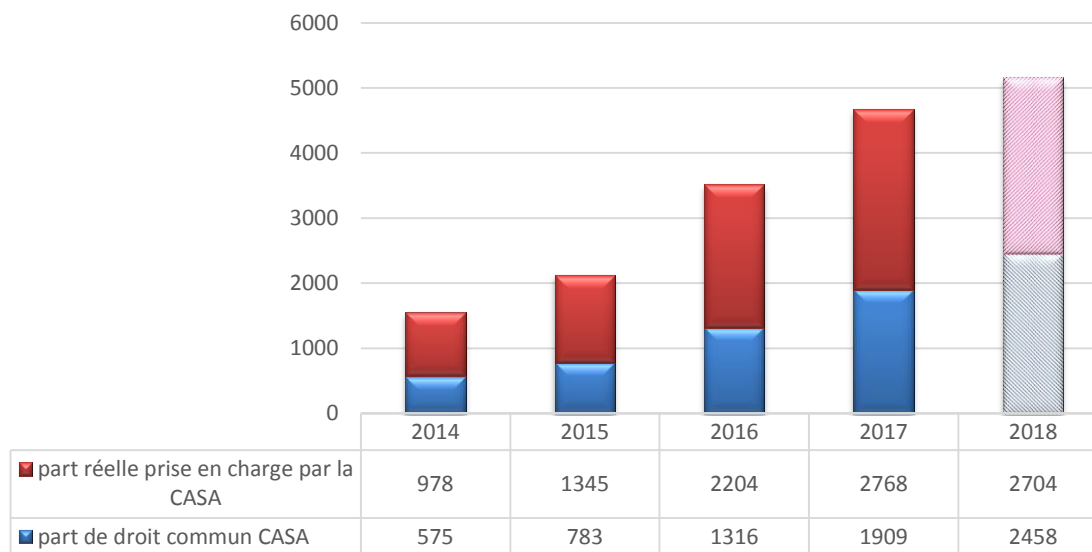
Pour mémoire sur le précédent mandat la moyenne était de 8 M€, elle passe à 11 M€

4. Les orientations

2. La poursuite de la solidarité communautaire- Perspectives

Cette solidarité passe également par le **fonds de solidarité de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)** dont une partie du montant mis à la charge des communes est pris en charge par la CASA.

En 2017, le niveau de prise en charge de la CASA sera diminué de moitié compte tenu de l'apport effectué en 2016 sur la DSC. Cette diminution de la prise en charge se poursuivra en 2018.



4. Les orientations

3. LA MAITRISE DU FONCTIONNEMENT

Pour les dépenses hors RH

- Contenir l'évolution des charges de fonctionnement en se concentrant sur les priorités du mandat notamment pour les subventions et les actions engagées par les services
- Financer les actions nouvelles par redéploiement des crédits du service ou de la DGA
- Rechercher les modalités d'un achat public plus performant notamment en accentuant le recours au groupement de commande, en renégociant les contrats en cours de renouvellement
- Améliorer la connaissance précise du patrimoine par un inventaire exhaustif des biens
- Préparer l'audit préalable à la prise de nouvelles compétences eau assainissement
- Elaborer un schéma directeur immobilier pour valoriser le patrimoine
- Renouveler la DSP du complexe nautique en faisant évoluer l'équipement
- Mettre en place un contrôle de gestion renforcé et l'évaluation de l'allocation des moyens/services
- Actualiser les attributions de compensation au regard des transferts effectués (politique de la ville, équipements culturels, SDDAN)
- Evaluer les transferts des nouvelles compétences gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, ZAE, tourisme, commerce et celles à venir Gemapi et eaux pluviales

4. Les orientations

3. LA MAITRISE DU FONCTIONNEMENT

Pour les dépenses liées à la RH

- Limiter la progression des dépenses de personnel et privilégier les postes cofinancés dans le cadre de dispositifs contractuels

	2013	2014	2015	2016	objectif 2017
Effectifs total (emplois permanents)	555	567	553	564	Stabilisation de l'effectif hors mutualisation, transfert ou compétence/mission nouvelle
Dont créations d'emplois	12*	12**	14***	11****	
Dont suppressions d'emplois	0	0	28***	0****	

***En 2013**, les 12 créations d'emplois sont liées à l'ouverture de la médiathèque communautaire de Biot dans le cadre de l'élargissement du réseau de lecture publique.

****En 2014**, les créations d'emplois sont liées à la mise en place de nouveaux projets tels que le bus-tram ou les politiques de l'habitat et du logement. Le transfert des agents du SYMISA vers la CASA a impliqué également la création des emplois correspondants.

*****En 2015**, les créations d'emplois sont principalement liées à des prises de compétences, notamment dans le domaine de la cohésion sociale avec le transfert du contrat de ville de Vallauris et la mise en place du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les suppressions d'emplois intervenues en 2015, sont la conséquence du transfert des conducteurs de bus vers le prestataire privé VECTALIA. Ces suppressions ont pour conséquence de diminuer l'effectif total en 2015.

****** En 2016**, les créations d'emplois sont liées à des prises de compétences et missions nouvelles notamment dans le domaine du développement économique, accueil des gens du voyage, lutte contre les inondations, direction de la communication et l'ouverture de la déchetterie de Roquefort les Pins.

L'objectif 2017 sera de maintenir un effectif total stable, les mouvements qui interviendront seront liés à des mutualisations de service, aux transferts de compétences ou à l'exploitation de nouveaux services.

4. Les orientations

Etat prévisionnel des transferts de compétences

Au-delà de l'année 2017, l'effectif de la CASA évoluera au fil des transferts de compétences obligatoires vers les agglomérations énoncés dans la loi NOTRe :

Dès 2017

- préparation du transfert de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- préparation du transfert de la compétence gestion des Zones d'Activité Economique (ZAE)

À compter du 01/01/2018

- suite des transferts liés à la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- transfert effectif des personnels de la compétence tourisme (accueil et information)
- préparation du transfert de la compétence eau et assainissement

2019 – 2020

- suite des transferts liés à la compétence eau et assainissement

4. Les orientations

La CASA poursuit sa démarche de mutualisation de ses services avec ceux des communes membres et en premier lieu ceux d'Antibes.

Dans un contexte de rationalisation des services publics subissant des contraintes budgétaires d'un côté et d'accroissement des attentes de la population de l'autre, la mutualisation de services peut-être un instrument d'optimisation et d'économie.

Renforcer l'efficacité de l'administration en découvrant les services et allouer les ressources humaines là où elles sont le plus nécessaires ; réaliser des économies d'échelle en supprimant les doublons sont les objectifs qui guident et portent la démarche de mutualisation.

La démarche se veut pragmatique et tenant du facteur humain, en y associant non seulement les managers et les partenaires sociaux, mais aussi en recherchant l'adhésion la plus large des agents, tout en sécurisant sur le plan juridique tous les actes conséquents.

Les premières réalisations :

DGS mutualisé

DGA Vie sociale et culturelle mutualisée

Directeur et une infographiste de la Direction de la communication DRH mutualisés

Deux groupements ont été relancés :

Fourniture de carburant

Fourniture de papier standard avec 10 communes (Antibes, Bézaudun-les-Alpes, Biot, Châteauneuf, Cippières, Gréolières, le Bar-Sur-Loup, la Colle sur Loup, Le Rouret, Tourrettes sur Loup et Vallauris)

Demain :

Le Directeur (rice) des Ressources humaines mutualisé

La Direction des affaires générales et juridiques mutualisée

L'ensemble des services fonctionnels et ressources mutualisés (Finances, Marchés publics, ...)

4. Les orientations

3. LA MAITRISE DU FONCTIONNEMENT

Optimiser les recettes :

- Mettre en place de nouveaux partenariats financiers en contractualisant avec les autres collectivités comme la Région ou le Département.
- Organiser de manière plus structurée les recherches de financements extérieurs (fonds européens...).
- Optimiser la gestion du patrimoine.

Les autres recettes composées de recettes de billetteries et de loyers devraient évoluer de 2%. Les recettes de subventions à l'exception du PLIE création de service cofinancé, devraient rester stables mais à un niveau faible.

Objectif : Préserver une marge nette d'autofinancement sur l'ensemble des budgets afin de préserver les capacités d'investissement de la CASA

4. Les orientations

4. UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT CALQUÉ SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES DE LA CASA

Pour les dépenses

Le projet d'écomobilité comprenant le Pôle d'échange, la vélostation net le BHNS s'élève à 140 M€ sur 6 ans.

Sa mise en œuvre sera adaptée selon les marges de financement de la CASA.

De plus, ce mandat est essentiellement tourné :

- vers le **développement** économique (autour des 3 piliers que sont la Technopole, le tourisme et le commerce) **et l'aménagement** avec l'aménagement des ZAC définies dans le SCOT.
- vers le **renforcement des services de proximité** avec notamment la création de nouvelles déchetteries et le renforcement du réseau de bus.
- vers la **solidarité** :
 - autour de nos politiques publiques (habitat, lecture publique, cohésion sociale)
 - autour de l'aide aux communes (DSC, fonds de concours...)
- vers le renforcement du **maillage numérique du territoire**, la CASA participe à la mise en place du schéma directeur d'aménagement du numérique afin de d'installer la fibre, nécessaire pour nombre de territoires. (2,8 M€ sur 5 ans).

Les récentes intempéries imposent une intervention de la CASA plus importante notamment dans le cadre de la préfiguration de la compétence GEMAPI.

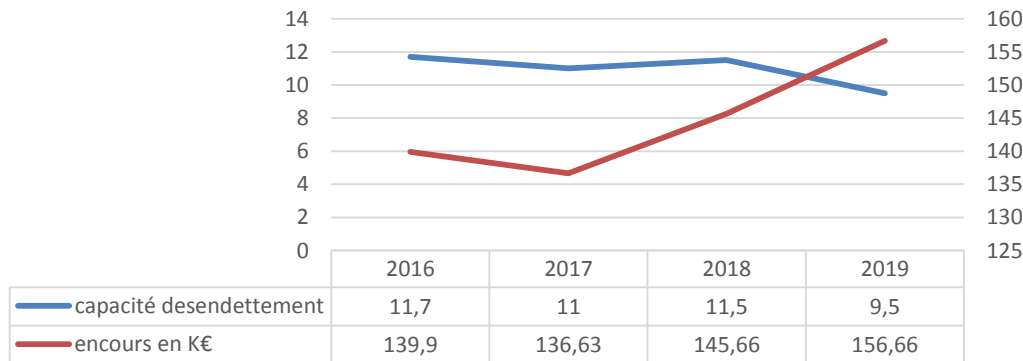
4. Les orientations

4. UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT CALQUÉ SUR LES CAPACITÉS FINANCIÈRES DE LA CASA

Pour les recettes:

- Optimiser les partenariats conclus dans le cadre des maitrises d'ouvrage déléguées en définissant les enveloppes de cofinancements avec les différents partenaires et opérateurs.
- Recourir à l'emprunt en fixant une limite inférieure à 2% de taux d'intérêt à taux fixe en ajustant les durées des contrats sur les durées d'amortissement des biens financés et identifier les opportunités de réaménagement.
- Préserver un autofinancement stable pour préserver l'épargne brute garantissant une capacité de désendettement inférieure à 15 ans.
- Pérenniser la contractualisation sur des taux fixes bas ou euribor avec passage en taux fixe sans pénalités liée à des thématiques spécifiques (environnement, mobilité).

Evolution de la dette



Malgré un programme d'investissement de 60 M€ sur la période 2016-2019 la variation de l'encours ne varie que de 17 M€

La capacité de désendettement reste sous les 15 ans et tendra vers un objectif sous les 12 ans à partir de 2019

Les orientations

Détail par compétence

5. Les orientations par compétence

Développement économique

Economie de Proximité et Tourisme

Objectifs

- Tourisme : favoriser la diversification géographique et thématique des activités touristiques
- Commerce et économie de proximité : assurer un développement commercial différenciant, équilibré et répondant aux besoins locaux de consommation ; pérenniser les créations-reprises d'entreprises
- Economie Sociale et Solidaire : mettre en œuvre le Contrat Local de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire (CLDESS)
- Grands projets économiques : contribuer au projet de « Pôle Céramique » à Vallauris

En 2017

- Tourisme :
 - ✓ Finaliser le transfert opérationnel de la compétence « promotion du tourisme »
 - ✓ Organiser le fonctionnement de l'OTI
 - ✓ Elaborer une politique de « promotion du tourisme » en coordination avec les offices de tourisme et en lien avec le Schéma Régional de Développement Touristique
- Commerce et économie de proximité :
 - ✓ Définir l'intérêt communautaire
 - ✓ Elaborer un plan d'actions en matière de « politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales »
 - ✓ Réactiver la « Conférence Permanente d'Urbanisme Commercial »

5. Les orientations par compétence

Développement économique

- **Economie sociale et solidaire:**

- ✓ Définir et mettre en œuvre un plan d'actions partagé en lien avec le SRDEII
- ✓ Participer au Mois de l'ESS

- Piloter l'AMO « Economie & Culture » et le Comité Scientifique du projet de « Pôle Céramique » à Vallauris
- Financer les structures d'accompagnement à la création-reprise d'entreprises (IASA, ADIE) et organiser la reprise des outils de la Maison de l'Emploi (guide et ateliers)

Perspectives 2020

- Mettre en œuvre la « politique touristique communautaire »
- Mettre en œuvre la « politique locale du commerce »
- Insérer un volet ESS au sein des grands projets économiques de la CASA (Pôle céramique, projets commerciaux, Business Pôle 2.0, ZAE ...)

5. Les orientations par compétence

Développement économique

Sophia Antipolis

Objectifs

- Renforcer l'attractivité et le rayonnement de la technopole aux niveaux national et international
- Développer et participer à l'animation de la technopole
- Soutenir l'innovation, levier de développement économique ; promouvoir le savoir faire et l'expertise de Sophia Antipolis
- Générer des emplois par le soutien à la création et au développement de Start-up ainsi que par l'aide à l'implantation d'entreprises
- Mise en œuvre de la délibération de stratégie économique au profit de la technopole, votée à l'unanimité le 26 septembre 2016

Mesures 2017

- Gouvernance du bureau opérationnel du SYMISA et participation aux actions de valorisation de Sophia Antipolis
- Renforcement de la chaîne de l'innovation à Sophia Antipolis
 - ✓ Pilotage des projets Business Pôle 2.0 et SABLES (faisabilités économique et technico-financière)
- Gestion et suivi des subventions allouées aux acteurs de Sophia Antipolis
- Implication dans la gouvernance de Team Côte d'Azur pour la consolidation d'une politique de marketing territorial
- Participation aux côtés de la Région et des autres collectivités aux comités de financeurs pour le Fonds Unique Interministériel (FUI) : co-financements de projets collaboratifs
- Participation et pilotage au titre de la CASA de la dynamique OIR et des conventions dans le cadre du SRDEII
- Participation à la plateforme DEMOLA pour stimuler l'innovation publique / participation au cluster « Innovation publique »
- Mise en œuvre dès 2017 du "Sophia Business Act"
 - ✓ Création d'un prix d'excellence
 - ✓ Création d'un fonds de prêts d'honneur confié au réseau Entreprendre
- Soutien pour faire de Sophia Antipolis un territoire d'expérimentation / Partenariat avec l'UCA pour l>IDEX et le centre de référence numérique
- Accompagnement sur le volet économique du développement des grands projets d'aménagement sophilopolitains

Perspectives 2020

- Réalisation du Business Pôle 2.0
- Grand événement international à organiser en 2019 pour les 50 ans de Sophia Antipolis – réflexions à mener dès 2017

5. Les orientations par compétence

Développement économique

Hébergement et accompagnement des entreprises innovantes

Objectifs

- Créer de l'emploi par l'accompagnement à la création et au développement de Start Up
- Animer les lieux d'hébergement des entreprises accompagnées

Mesures 2017

- Faire du Business Pôle et de Starteo des écosystèmes dynamiques et pertinents
- Mettre en œuvre un programme d'animations utiles à la croissance des Start Up
- Développer un plan communication adapté
- Valoriser le Label BIC (Business Innovation Center) attribué au Business Pôle
- Organiser la 3^{ème} édition du Village des Sciences et de l'Innovation
- Concrétiser l'extension du Business Pôle (pépinière d'entreprises, softlanding, démonstrateur)

Perspectives 2020

- Créer les relais entre l'écosystème Sophilopolitain et les Haut et Moyen Pays (e-commerce, e-tourisme, communication ...) via Starteo notamment
- Favoriser les synergies entre le Business Pôle et Starteo

5. Les orientations par compétence

Aménagement et connaissance du territoire

Objectifs

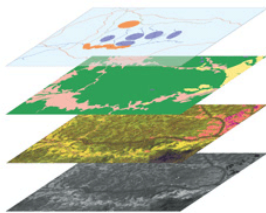
- Redéfinir le projet de développement du territoire
- Mettre en œuvre les projets urbains communautaires
- Poursuivre la politique foncière en faveur de la production de logements et d'activité économique
- Proposer des outils de connaissance du territoire

Mesures 2017

- Poursuite de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : PADD Trame verte et bleue
- Intégration des zones d'aménagement transférées
- Opérations d'Aménagement : Trois Moulins, du Fugueiret, de la Sarrée, Clausonnes
- Développement des outils SIG extranet pour les communes

Perspectives

- Articuler le SCOT et les documents d'urbanisme communaux
- Aménagement et développement des espaces à enjeux
- Développer le SIG et ouvrir certaines données au grand public



5. Les orientations par compétence

Environnement et Développement durable

Objectifs

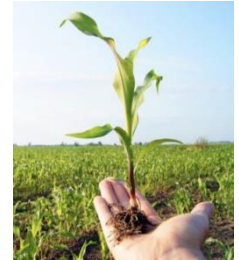
- Engager le territoire vers la transition énergétique et la croissance durable
- Redéfinir une politique de développement durable à l'échelle du territoire
- Poursuivre l'exemplarité de l'action publique locale

Mesures 2017

- Adoption du Programme de Développement Durable CASA'Venir
- Mise en œuvre du PCET : plateforme de rénovation énergétique, développer les ENR à Sophia, diagnostic des bâtiments communaux...
- Initier le passage du PCET actuel en Plan-Climat Air Energie Territorial (PCAET)
- Poursuite de l'activité de l'Espace Info Energie et du Conseil en Energie Partagée
- Réalisation de la cartographie du bruit en partenariat avec la CACPL et la CAPG
- Collaboration avec Air Paca pour la qualité de l'air
- Poursuite de l'appel à projets « Activ' ta terre » visant la sensibilisation de jeunes à l'environnement et au développement durable
- Création d'outils pédagogiques de sensibilisation à l'environnement

Perspectives

- Mettre en œuvre le Programme Développement Durable
- Développer la transversalité et les processus d'évaluation et d'amélioration continue



5. Les objectifs et perspectives de la CASA par compétence

Ecomobilité

Les objectifs

- Mettre en œuvre le projet de Bus Tram: travaux sur les secteurs Nord A8 et études sur secteurs Sud A8
- Mettre en œuvre le Plan Vélo Sophia Antipolis, pour des déplacements quotidiens domicile - travail en vélo à assistance électrique
- Favoriser l'innovation en mobilité pour la desserte de Sophia Antipolis
- Mener et accompagner les projets d'infrastructures et d'inter modalité sur le territoire



Mesures 2017

Le bus –tram Antibes Sophia Antipolis

- Travaux du Bus Tram Antibes / Sophia Antipolis sur les secteurs Trois Moulins-Biot Saint Philippe
- Reprise d'études sur les secteurs Sud: définition technique et enquête parcellaire.
- Etudes préalable à la construction du dépôt

Le Plan Vélo Sophia Antipolis

- Animation du comité technique intercommunal et de la communauté des usagers du vélo de Sophia Antipolis
- Conventionnement avec associations de cyclistes
- Implantation de stationnement vélo sur l'espace public
- Résolutions de points noirs pour assurer les continuités cyclables aux abords de Sophia



Favoriser l'innovation en mobilité pour la desserte de Sophia (Fabrique des Mobilités)

5. Les objectifs et perspectives de la CASA par compétence

Ecomobilité

Projets d'infrastructures et d'intermodalité

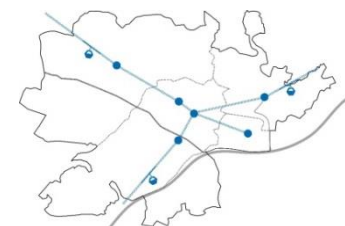
- Révision du Protocole d'Accord pour la réalisation d'infrastructures pour améliorer les accès à Sophia
- Conduite d'une étude CD06/CASA sur le maillage en parcs de rabattement intermodaux à destination de Sophia
- Participation à l'élaboration et réalisation des voiries des équipements publics de la CASA et à la définition des projets d'aménagements (ZAC...) sur les sujets de mobilité.
- Participation aux études liées au projet de Ligne Nouvelle et de la gare ferroviaire de l'Ouest des Alpes-Maritimes;
- Réalisation d'arrêts conformes à la Charte d'Accessibilité

Plan de Déplacements Urbains de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité

- Elaboration du nouveau Plan de Déplacements Urbains 2018-2028 et de son rapport environnemental

Perspectives 2018-2020

- Mise en service du Bus Tram en 2019 (partiel) et en 2023 (complet)
- Consolidation de la mise en œuvre du Plan vélo Sophia
- Approbation du Plan de Déplacements Urbains 2018-2028
- Mise en œuvre de la réalisation des infrastructures nécessaires aux accès à Sophia
- Consolidation de la CASA dans son rôle d'Autorité Organisatrice de la Mobilité



5. Les objectifs et perspectives de la CASA par compétence

Transports urbains

Les objectifs

Améliorer la productivité et la qualité du service rendu à la population sur les principes suivants :

- L'amélioration continue des performances du réseau
- La modulation de l'offre de service pour répondre aux besoins de déplacement,
- La promotion du réseau Envibus pour conquérir et fidéliser la clientèle des transports collectifs
- La facilitation de l'achat des titres pour les clients/usagers



Les mesures 2017

- Renouvellement du marché de transport icilà, marché billettique
- Modernisation du mode de vente des titres et diminution de la vente à bord : paiement internet, distributeurs automatiques de titres
- Développement de l'offre transport urbain sur les lignes 1 et 100 express, rationalisation de certaines lignes
- Amélioration des systèmes radio phonie et data
- Création d'un réseau Wifi Envibus dans les bus et les points de ventes
- Poursuite du travail partenarial avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) dans le cadre des Plans de Déplacements Inter-Entreprises

Perspectives

- Maitriser les dépenses d'exploitation sur les 3 ans à venir
- Augmenter les recettes liées à la billetterie Envibus
- Réflexion sur l'évolution du Parc Envibus dans cadre de la loi de transition énergétique,



5. Les orientations par compétence

Agriculture

Objectifs

- Conforter les espaces et les activités agricoles sur le territoire
- Augmenter la surface agricole exploitée et la production sur le territoire
- Contribuer à la pérennisation et à la dynamique des exploitations locales

Mesures 2017

- Appui aux communes pour les acquisitions de foncier agricole par le biais de fonds de concours
- Appui d'ingénierie aux communes en lien avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et autres partenaires pour le développement de projets agricoles et l'implantation de nouveaux exploitants
- Travail en vue de développer des espaces tests agricoles pour de nouveaux agriculteurs
- Accompagnement du développement d'un atelier de transformation de produits agricoles et de reconversion d'un ancien site de recherche vers un projet à vocation agricole (point de vente, formation, lieu d'échanges...)
- Aide à la promotion des productions locales
- Poursuite des chantiers « Restanques »

Perspectives

- Augmenter la surface agricole exploitée et la production sur le territoire
- Contribuer à la pérennisation et à la dynamique des exploitations locales



5. Les orientations par compétence

Paysage et espaces naturels

Objectifs

- Poursuivre la préservation et la valorisation de notre patrimoine naturel et paysager

Mesures 2017

- Poursuite de la mise en œuvre du Plan de Paysage
- Poursuite de l'animation et de la surveillance des 3 sites Natura 2000 terrestres : « Préalpes de Grasse », « Rivière et gorges du Loup » et « Dôme de Biot »
- Concertation avec agriculteurs et fédérations sportives des activités de pleine nature (APN)
- Accompagnement des contrats Natura 2000 et mesures agro-environnementales
- Accompagnement des manifestations sportives pour minimiser les impacts
- Mise en place des supports d'information Natura 2000 (panneaux, film...)
- Diffusion de la Charte Natura 2000

Perspectives

- Concilier au mieux les usages des sites et garantir la préservation de ces espaces naturels remarquables
- Redéfinir le paysage comme élément d'attractivité du territoire, préserver la diversité et traiter les difficultés paysagères



5. Les objectifs et perspectives de la CASA par compétence

Prévention des risques

Objectifs

- Coordonner les enjeux en matière d'inondations et mettre en œuvre les actions du programme d'actions de prévention des inondations dit PAPI 2
- Mise en œuvre de la compétence GEMAPI et transfert de la compétence Eaux Pluviales

Mesures 2017

- Signer l'avenant n° 1 au PAPI 2
- Mettre en œuvre les actions du PAPI 2 et notamment celles de l'avenant n° 1
- Poursuivre la sensibilisation des scolaires et des acteurs locaux aux risques inondations
- Réaliser des diagnostics et plans d'actions pour les établissements recevant du public et pour les habitations en zone inondable
- Participer à la révision du SCOT et PLU
- Etudes en vue de la réalisation d'ouvrages de protection à l'échelle du bassin versant sous mandat des communes
- Participer aux travaux du SMIAGE



Perspectives 2018-2020

- Prise de la compétence gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations dite GEMAPI
- Prise de la compétence Eaux Pluviales
- Préparer la contractualisation du PAPI 3

5. Les orientations par compétence

Politique de l'habitat et Logement

Les objectifs : Mettre en œuvre le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat 2012-2017

Travailler sur la mixité pour répondre à la diversité des besoins

- Poursuivre le développement de l'offre locative sociale en s'appuyant sur la délégation des aides à la pierre, les contrats de mixité sociale et en mobilisant les aides financières CASA
- Mise en œuvre du Plan partenarial de gestion de la demande

Valoriser le parc et les quartiers existants

- Poursuivre la mise à niveau du parc locatif social dans le cadre de la réhabilitation énergétique avec les bailleurs sociaux
- Poursuivre la réhabilitation du parc privé auprès des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs
- Actions de prévention pour les copropriétés en difficultés (POPAC)

Conforter la politique foncière en lien avec l'EPFR PACA

Mise en œuvre de la compétence Accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil

Mesures 2017

- Accompagnement des communes dans le développement de l'offre locative sociale pour répondre aux objectifs du PLH et de la délégation des aides à la pierre (relance du marché pour les études de faisabilités des opérations de LLS)
- Poursuite du développement de l'offre en accession à la propriété : commercialisation de programmes de logements sur les communes de Biot (terrain INPI) et Villeneuve Loubet (Les Maurettes), et poursuite de la commercialisation du programme « Le Cailletier » à Roquefort les Pins
- Finalisation des études liées au rapprochement entre la SEMIVAL et la SACEMA
- Poursuite de l'étude sur les besoins actuels et à venir des Séniors en matière d'habitat
- Lancement de l'étude pour l'élaboration du 3^{ème} PLH 2018-2023
- Gestion des deux aires d'accueil des gens du voyage d'Antibes et de Vallauris Golfe Juan
- Prospection foncière et réalisation d'études techniques pour les aires de grand passage des gens du voyage



5. Les orientations par compétence

Politique de l'habitat et Logement

Perspectives

- Mise en œuvre du 3^{ème} PLH

le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat 2012-2017 (chiffrés)

Un engagement de 80,5 M€ sur 6 ans soit environ 13,4 M€/an pour accueillir l'éventail le plus large possible de profils sociaux économiques

Travailler sur la mixité pour répondre à la diversité des besoins : (51,7 M€/6 ans)

- objectif PLH : 598 logements locatifs sociaux par an
- objectif PLH : 224 logements par an en accession sociale ou encadrée à la propriété

En moyenne 2008-2015 :

- ❑ *Livraisons LLS : 445 logements livrés en moyenne par an (comptabilisés au titre de l'article 55 SRU)*
- ❑ *Au 31/12/2016 : 1741 logements locatifs sociaux sont en chantier sur le territoire de la CASA dont 184 Logements-Foyer, 52% de ces logements sont situés sur la commune d'Antibes.*
- ❑ *380 familles ont pu accéder à la propriété sur la CASA grâce à des logements à la vente en dessous du prix du marché*



5. Les orientations par compétence

Déchets

Les objectifs

- Exemplarité et qualité du service public des déchets
- Poursuite de la lutte contre les incivilités en partenariat avec les communes
- Axer notre organisation sur l'innovation, la qualité et la sécurité



Les mesures 2016

- Mise en œuvre du programme Zéro Déchets sous la forme du Contrat d'Objectifs Déchets Economie Circulaire (CODEC) dont l'objectif est de réduire les sources de déchets en y associant différents acteurs de la société civile
- Poursuite du Plan d'Amélioration de la collecte sélective en partenariat avec Eco-Emballages : ☒ mise en place du protocole de communication engageante, sensibilisation de l'hôtellerie de plein air, densification des PAV verre
- Déploiement d'outils informatiques et de reporting en lien avec la certification ISO 9001
- Déchetteries : ouverture de la déchetterie de Roquefort-Les-Pins, rénovation, amélioration et mise aux normes des déchetteries existantes (Valbonne, Vallauris)

Perspectives

- Poursuite de la maîtrise des coûts de fonctionnement
- Lisser les investissements dans le cadre d'un programme pluriannuel pour les équipements (contenants) et le parc roulant en privilégiant les énergies propres et les économies d'énergies
- Relocalisation de la déchetterie d'Antibes



5. Les orientations par compétence

Equipements structurants

Les objectifs

- Entretien, maintenance et gestion du patrimoine de la CASA afin d'assurer la continuité de fonctionnement des services tout en améliorant l'environnement de travail des agents et usagers de la collectivité.
- Suivi du GER (Gros Entretien et Renouvellement) des bâtiments communautaires à l'aide de l'outil de Gestion de Sites Assistée par Ordinateur
- Plateforme multi services : aide et support techniques aux communes

Projets en cours : les actions en 2017

- Pôle céramique à Vallauris: mise en place de l'AMO technique, économique et culturel
- Aménagement des espaces restauration à Anthéa: 2e phase
- Extension Bastide aux Violettes à Tourrettes sur Loup: programmation et dépôt du PC
- Support technique aux communes (Gréolières et Cipières)
- Nouvelles compétences: prise en compte des nouveaux équipements (tourisme / gens du voyage)

Perspectives

- Projet Madoura : conception et réalisation
- Programme pluriannuel du Gros Entretien et Renouvellement (GER)
- Adaptation de nos matériels à l'évolution des technologies pour permettre notamment des économies d'énergie
- Ingénierie technique au service des communes
- Adaptation de l'organisation de la direction et de ses outils aux nouveaux enjeux (mutualisation, gestion de patrimoine...)



5. Les orientations par compétence

La politique de lecture publique

Les objectifs :

- Développer la dématérialisation et les nouveaux services numériques
- Irriguer le Territoire, en particulier l'arrière pays, afin de diffuser les collections des médiathèques et les valoriser aux habitants du territoire communautaire.
- Centrer l'Action Culturelle sur la promotion de la Lecture Publique et la valorisation des collections

Les mesures :

- Analyser le fonctionnement de la direction de la Lecture Publique dans une logique d'optimisation du fonctionnement et de l'organisation et d'amélioration du niveau de service rendu aux publics.
- Réécrire le projet Culturel Scientifique Educatif et Social à partir des grandes orientations communautaires en matière de Lecture Publique pour les 5 années à venir en déclinant ces orientations en objectifs pour l'ensemble du territoire
- Privilégier les événements culturels qualitatifs valorisant les collections sur le territoire communautaire
- Proposer de nouveaux services en ligne : lecture et téléchargement de livres numériques, cours de français, lecture de améliorée...



5. Les orientations par compétence

Cohésion sociale

Les objectifs :

Poursuite de l'exécution et de la gouvernance du Contrat de Ville CASA 2015-2020 en partenariat avec les services de l'Etat et des collectivités territoriales.

Plus précisément, la DCS devra définir, accompagner et contrôler la programmation des actions dans le cadre des différents dispositifs du Contrat de Ville intercommunal. L'action de la DCS se déclinera autour de 4 thématiques.

Emploi et insertion par l'économie

- Poursuivre la **mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)** en étroite coordination avec le Conseil Départemental des Alpes Maritimes : accompagnement des demandeurs d'emploi éligibles au dispositif, sensibilisation du réseau d'entreprises locales et promotion des clauses d'insertion.
- En faveur de **l'insertion professionnelle des jeunes**, participer à la gestion de la Mission Locale en veillant à la diversification des actions d'insertion et au soutien d'une politique d'organisation rationnelle de cette association.
- Poursuivre le soutien aux actions d'insertion professionnelles portées par les associations (et notamment celle qui organisent **des chantiers d'insertion sur le territoire de la CASA**)

Prévention de la délinquance

- Poursuivre la mise en œuvre de la **coopération renforcée avec les communes** à partir des compétences communautaires (prévention jeunesse, l'accès au droit, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes)
- Développer sur l'ensemble du territoire un **partenariat avec les services communaux**, les **chantiers éducatifs** de type : chantiers école/ opération courts chantiers et les actions type « BAFA Solidaire »
- Participer aux **instances communales de veille en termes de prévention de la délinquance** via les Conseils Intercommunaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (Antibes/Vallauris, Biot/Valbonne, Villeneuve Loubet et la Colle sur Loup).

5. Les orientations par compétence

Cohésion sociale

Accès au droit et soutien aux familles

- Amplifier la **lutte contre les violences conjugales** à partir d'une plateforme d'accueil des publics, en s'appuyant sur le dispositif dédié aux auteurs de violences. L'accent sera mis sur une intensification du suivi psychologique des personnes volontaires.
- Maintenir quantitativement et qualitativement l'activité de **l'espace rencontre parents/enfants** dans le cadre de la convention avec le TGI de Grasse et la CAFAM.
- Assurer le fonctionnement des **3 antennes de Justice** en travaillant sur leur organisation
- Développer les **actions d'accès au droit** en direction des établissements scolaires secondaires de la CASA mais aussi des organismes de formation, plus particulièrement sur la question de l'accès à leur citoyenneté via l'exposition "13/18 - Questions de Justice"

Cohésion sociale Cadre de vie et rénovation urbaine

- Poursuivre la mise en œuvre des actions de promotions des valeurs de la république et de citoyenneté en soutenant par exemple le fonctionnement de la MSAP des Hauts de Vallauris.
- En partenariat avec les services de l'Etat, suivre la réalisation du plan d'action des bailleurs dans le cadre de l'utilisation de l'abattement de la TFBP au sein du quartier prioritaire (QPV).
- Participer au fonctionnement des conseils citoyens et soutenir les initiatives en faveur de l'amélioration du cadre de vie des habitants du QPV.
- En cohérence avec le programme des actions menées via le plan de réussite éducative de la commune, soutenir les entreprises en faveur de l'accompagnement scolaire, l'éducation et le soutien à la parentalité au sein du QPV.
- Introduire une dimension culturelle aux actions menées en faveur de la cohésion sociale sur le territoire de la CASA.
- Poursuivre la politique de soutien aux actions en faveur de la santé sur le territoire prioritaire de Vallauris.

Perspectives

Maintenir et organiser l'activité des services de la direction et notamment celle qui engage la présence de la CASA aux côtés du public

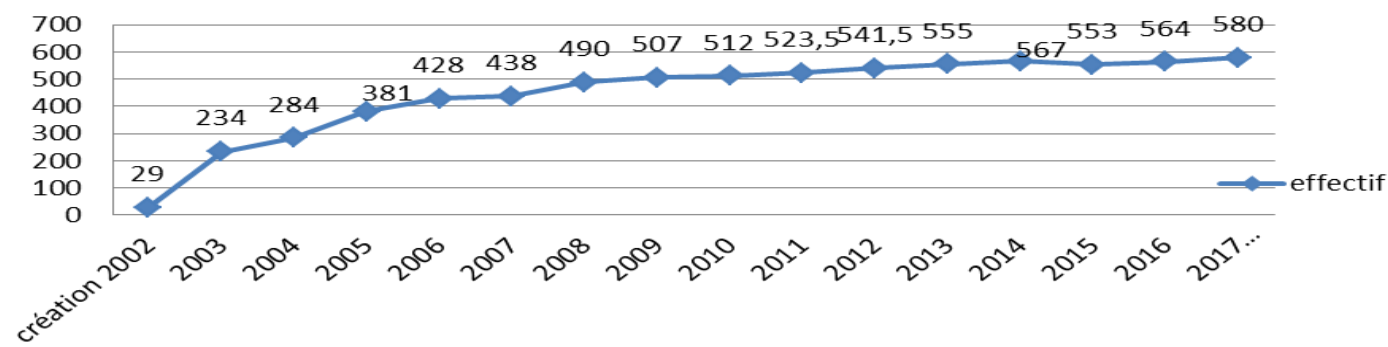
Poursuivre et évaluer la mise en œuvre du PLIE

Poursuivre l'exécution du Contrat de Ville CASA 2015-2020 , et développer notamment, les actions en faveur de l'insertion sociale et économique, la promotion des valeurs de la République et de la citoyenneté.

Maintenir des actions cohérentes et dynamiques en faveur de la prévention de la délinquance sur l'ensemble du territoire CASA.

.

Evolution de l'effectif depuis la création de la CASA



Répartition des effectifs 2016 par catégorie

FILIERES	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	EMPLOIS PRIVES	TOTAL
Administrative	46	35	80		161
Technique	27	27	224		278
Sociale	3	9	--		12
Animation	--	4	7		11
Culturelle	5	21	61		87
Emplois privés				15	15
TOTAL	81	96	372	15	564

6. Annexes

Ressources Humaines

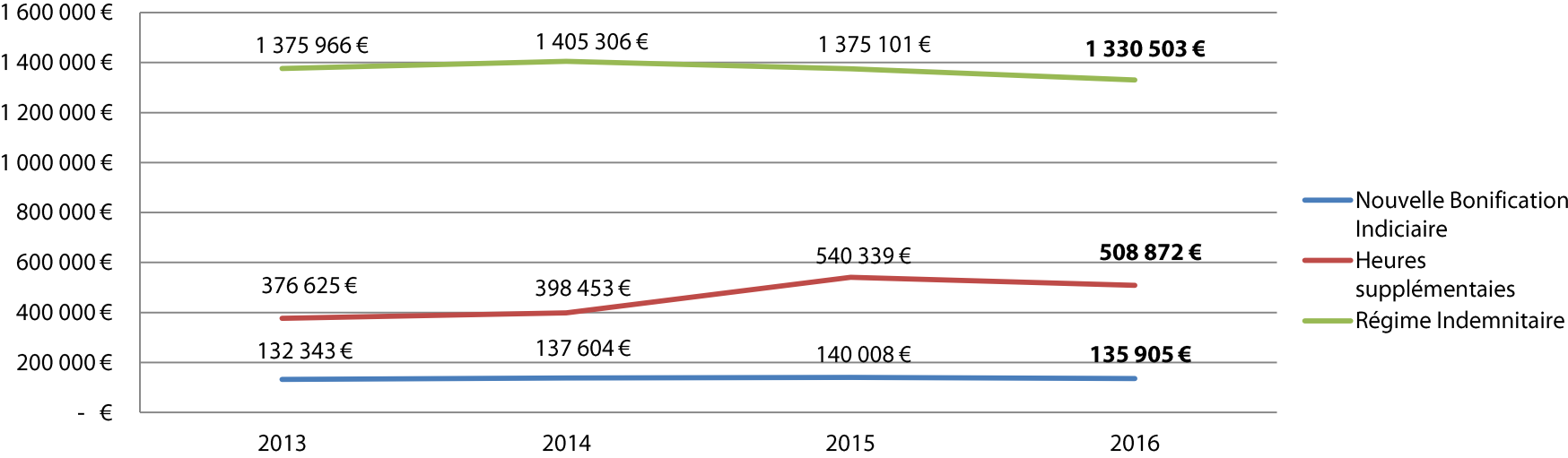
Les dépenses de la CASA au 012 depuis 2014

Les variations de dépenses sont liées, soit à des évolutions de périmètre (compétences ou missions nouvelles), soit à des dépenses contraintes (évolution de la réglementation)

	2014	2015	2016	CA 012 prévisionnel 2017
Consommation au CA 012 <i>(BG, télé pépinière, BART)</i>	24 069 853 €	24 823 457 €	24 333 907 €	26 369 800
Evolution (€)	+ 1 644 549 €	+ 753 604 €	- 489 550 €	+ 2 035 893
Evolution (%)	+ 7,33 %	+ 3,13 %	- 1,9 %	+ 8,36 %
Explications	<p><u>Dont budget général + 1 500 000€</u> Evolution de l'effectif + 560 000 € : - 5 CAE + 140 000 € - Création 12 postes (médiathèque) + 420 000 € Dépenses contraintes + 670 000 € : - Réforme nationale cat. C + 240 000 € - hausse des retraites + 420 000 € - Médecine du T + 10 000 € Autres dépenses + 260 000 € : - Réorg. de la DEN (compensée au 011) + 220 000 € - Titres restau/participation mutuelle + 40 000 €</p> <p><u>Dont budget BART + 122 400 €</u> Evolution de l'effectif + 67 900 € : - Intérimaires + 2500 € - Changement statut public/privé (passage obligatoire à la convention collective) + 65 400 € Dépenses contraintes + 54 500 € : - Versement transport + 1000 € - Cotisations légales Urssaf/retraite/assedic + 32 500 € - Vêtements de travail + 21 000 €</p>	<p><u>Dont budget général + 1 022 000€</u> Evolution de l'effectif + 485 000 € : - CAE + 35 000 € - Création 14 postes dans l'année (+4 transfert contrat de ville, +8 création PLIE, +1 DRE, +1 DDE) + 350 000 € - 40 mois saisonniers DEN + 100 000 € Dépenses contraintes + 477 000 € : - Assurance du personnel + 100 000 € - Médecine du T + 25 000 € - Indemnités obligatoires (gipa, nbi, sft, IR, RI dû aux créations de postes) + 70 000 € - Cotisations légales (cnfpt, fiph, urssaf, retraite, assedic) + 282 000 € Autres dépenses + 55 000 € : - Tickets restaurant/aide mutuelle + 25 000 € - Evolution du RI + 30 000 €</p> <p><u>Dont budget BART - 374 000€</u> Evolution de l'effectif - 421 000 € : - Suppression 28 postes chauffeurs Envisus au 01/07 - 428 000 € - Intérimaires + 7000 € Autres dépenses + 47 000 € : - Fiph + 3000 € - Congés payés + 21 000 € - Médecine du T + 3000 € - Vêtement de travail + 20 000 €</p>	<p>La baisse de consommation au CA 012 s'explique par l'effectivité sur toute l'année de la suppression des 28 postes d'Envisus : - 428 000 €</p> <p>Les autres dépenses sont restées stables, le budget est maîtrisé et constant.</p>	<p><u>Dont Direction EnviNet + 536 281 € :</u> - GVT + 293 000 € - Création 3 postes déchetterie + 60 000 € - Transformation postes CAE + 60 000 € - Charges retraite + 63 000 € - Capital décès + 20 000 € - Visites médicales (année pleine) + 36 000 €</p> <p><u>budget BART + 120 344 € :</u> - GVT + 57 700 € - Enveloppe saisonniers 16 mois + 40 000 € - Création 1 poste emploi d'avenir + 18 000 € - Cotisations retraites + 9 000 €</p> <p><u>Dont budget général (hors DEN) + 1 379 270 € :</u> - GVT + 378 000 € - Enveloppe campagne RI + 30 000 € - Postes vacants budgétés (cat A DRH, cat A Hydraulicien, cat B et 2 cat A dév éco, cat A DMG, cat A DLP, cat A MAC, cat A et cat B GEMAPI) + 500 000 € - Création 10 postes mutualisation DAG + 270 000 € - Charges retraite + 160 000 € - Capital décès + 40 000 €</p>

Les dépenses de la CASA au 012 depuis 2013

Coût salarial des éléments de rémunération hors traitement indiciaire



La CASA maîtrise les dépenses liées aux éléments variables de la rémunération notamment le régime indemnitaire, les heures supplémentaires et la nouvelle bonification indiciaire.

En effet une baisse des dépenses est constatée en 2016 sur ces trois éléments.

3- La durée effective du temps de travail à la CASA

Harmonisation du temps de travail

La CASA a souhaité uniformiser le temps de travail effectif de l'ensemble de ses agents. Les agents de collecte, du fait de la reconnaissance de la pénibilité du travail, bénéficient d'un temps de travail dérogatoire.

Tps tvl annuel	Tps tvl hebdo	Affectations*	effectif concerné*	Avant 2017*	Temps de travail effectif à compter du 01/01/2017
1607h par an	38h45	Siège, collecte sélective, ...	201 agents	259 agents (42%)	394 agents (65%)
	37h30	Accueil siège et du CT Envinet, Antenne de justice	19 agents		
	37h00	Chargé de clientèle DRE privé	142 agents		
	35h00	Agents du siège sans RTT, ...	31 agents		
1547h par an	37h30	Prévention, médiathèque, ...	23 agents	349 agents (58%)	214 agents (35%)
	37h00	DRE contrôle, Psy de TU	12 agents		
		Contremaitres DEN	9 agents		
	36h00	Trait d'union	3 agents		
	35h00	DRE gare routière, médiathèque, ...	97 agents		
		Encombrants, déchetteries	-74 agents		
	34h15	Collecte OM	131 agents		
		* état des lieu 2016			Gain 135 agents*60h =8100h, soit 5ETP

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 13/02/2017
Numéro : CC_2017_010
Nature : DE - Deliberations
Objet : Rapport sur le Débat d'Orientations Budgétaires 2017
Matière : 7.1 - Decisions budgetaires
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : pNkxEiK

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170213-CC_2017_010-DE

Acte reçu

Date : 13/02/2017
Numéro interne : CC_2017_010
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 1
Objet : Rapport sur le D?bat d'Orientations Budg?taires 2017
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170213-CC_2017_010-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170213-CC_2017_010-DE-1-1_2.PDF